

SECOUSSE TELLURIQUE DU 10 AVRIL À MÉDÉA

Plusieurs dégâts matériels, selon l'expertise

**La secousse tellurique de magnitude 5 sur l'échelle de Richter enregistrée dans la partie nord-est de Médéa en date du 10 avril écoulé n'aura pas été anodine.**

La commission de wilaya chargée du suivi de cette affaire a dressé un bilan encore provisoire des dégâts occasionnés par cette catastrophe naturelle et les instances concernées travaillent d'arrache-pied pour réhabiliter ce qui a été endommagé, et pour venir ainsi en aide aux familles sinistrées.

L'inspection du CTC fait état

de 171 logements sociaux présentant des fissurations qui, d'après M. Hammouche directeur du bureau du Contrôle technique de la construction (CTC) de Médéa, sont superficielles et ne présentent aucun danger pour leurs occupants : «les structures sont intactes», dira-t-il. Dans ce sens, l'opération de réhabilitation qui consiste en la

restauration du visible est en cours et déjà finalisée pour une cinquantaine de logements casés «vert» lors de l'évaluation des dégâts.

Pour le reste, concernant les maisons individuelles, 950 d'entre elles ont été expertisées dont 17 catégorisées «rouge», car présentant un risque majeur d'effondrement. Il s'agit pour ces dernières habitations précaires bâties en pierre ou en brique sans armature aucune. Six familles réfugiées dans des écoles attendent d'être

relogées dans le cadre du programme des 20 logements OPGI dans la commune d'El-Mihoub.

Les travaux de réhabilitation avancent à une cadence accélérée dans les établissements scolaires – pour lesquels on enregistre l'endommagement de pas moins de 34 classes – pour garantir le bon déroulement du protocole des examens certificatifs dans les trois paliers.

Il est à noter qu'El-Azizia et El-Mihoub sont les communes qui ont

été le plus affectées par la secousse. Par ailleurs, le directeur de l'Office de la promotion et de la gestion immobilières de Médéa a rassuré les habitants en leur expliquant que le parc immobilier de l'OPGI était conçu selon les normes parasismiques énoncées par le règlement de 1988. Ce même responsable nous a confié : «... nous avons eu à assurer beaucoup plus une prise en charge psychologique.»

M. L.

BOUIRA

Recueillement à la mémoire des journalistes disparus

**Comme chaque année et c'est parce que les journalistes et correspondants de la wilaya de Bouira, du moins ceux qui sont encore fidèles au serment de leurs aînés morts pour leurs idées ou victimes durant la couverture d'événements en zones de guerre, ou simplement terrassés par une maladie à cause des tensions qu'ils subissent dans leur métier, cette dizaine de journalistes et correspondants s'est rassemblée tôt durant la matinée d'hier avant de partir en cortège vers le cimetière de Kaf Laâmamra où repose un de leurs confrères, Nacer Hanniche, journaliste du quotidien La Tribune, décédé suite à une opération délicate à cœur ouvert, le 25 juillet 2011.**

Aussi, et à travers cette cérémonie organisée d'une manière sobre et humble qui sied à l'événement, les présents ont voulu

rendre hommage à tous les journalistes morts ou assassinés en Algérie et à travers le monde.

Après le dépôt de la gerbe de

fleurs et la lecture de la Fatiha en présence de la famille du défunt, un confrère a pris la parole pour réitérer l'engagement de la corporation à poursuivre le combat pour asseoir comme il se doit la liberté de la presse et d'expression dans le pays, en ne reculant devant aucune menace ou autre intimidation d'où qu'elle vienne. Les présents qui se comptent tous parmi les représentants de la presse écrite indépendante, et bien qu'ils vivent des situations socioprofessionnelles déferentes selon les titres où ils exercent, n'ont pas manqué néanmoins de rappeler la situation précaire que vivent la

majorité des correspondants, dont certains sont jusqu'au jour d'aujourd'hui, et malgré les exhortations du ministre de la Communication et ses appels du pied pour que les journalistes et correspondants soient pris en charge d'une manière décente.

Une situation induite, certes, par la crise économique et la réduction de la manne publicitaire à l'échelle nationale et internationale mais qui ne justifie guère cette attitude de certains titres de la presse nationale lesquels, même avec cette crise, bénéficient quand même d'une publicité publique.

Y. Y.

ORAN

Démolition des kiosques à journaux de la place du Maghreb

**Dans la nuit de lundi dernier, les autorités communales ont procédé à la démolition des quatre kiosques emblématiques de la place du Maghreb (ex-place de la Bastille), dans le centre-ville d'Oran.**

Ces démolitions précèdent une grande opération de réaménagement de cette place historique de la ville d'Oran. La place du Maghreb est quelque part la carte postale d'Oran, attenante à la Grande Poste, qui connaît actuellement une opération de réhabilitation, ainsi que celle du Grand Hôtel, qui a accueilli grand nombre de stars du cinéma durant les années 40 et 50, et qui se retrouve actuellement dans un état de délabrement avancé. La démolition de ces kiosques, comme l'in-

dique un communiqué de l'APC d'Oran daté du 19 avril dernier, a été entreprise «afin de rendre aux citoyens oranais un espace plus adapté à une ville qui a un statut à défendre parmi les grandes métropoles du bassin méditerranéen».

Par ailleurs, toujours selon l'APC, «toutes les mesures prévues par la loi et le cahier des charges portant convention de concession à titre locatif doivent être respectées pour ne pas pénaliser les gérants qui bénéficieront d'un local dans d'autres

sites». Notons qu'il y a quelques semaines, les deux kiosques de la place Kahéna (ex-Cathédrale d'Oran), ont connu le même sort et qu'en 2012, les kiosques du boulevard de la Soummam ont également été démolis.

De leur côté, les gérants de ces kiosques dont trois vendaient différents journaux et revues, alors que le quatrième était réputé pour ses jus et glaces, se disent inquiets quant à leur sort, puisqu'ils n'ont pas été indemnisés, mais seulement conseillé de se trouver un autre emplacement à travers la commune d'Oran.

Des kiosques qui faisaient partie du décor de cette place et qui, surtout de par leur emplacement en

plein cœur du centre-ville, permettaient aux citoyens d'acheter leurs journaux chaque matin avant d'aller travailler.

Les nostalgiques de cette place, surtout connue pour accueillir les vieux retraités qui viennent souvent prendre place sur ses bancs, à refaire le monde avec leurs souvenirs et à nourrir les pigeons, espèrent que ce nouvel aménagement donnera lieu à d'autres beaux souvenirs et habitudes agréables, même s'ils regrettent déjà la belle époque où la «placeta», c'est ainsi que les Oranais l'appellent, était avant tout animée par l'esprit jovial des Oranais qui se perd de plus en plus.

Amel Bentolba

SIDI-BEL-ABBÈS

Des dégradations au service des urgences causées par le proche d'une malade

Dans la nuit du lundi au mardi, le service des urgences du CHU de Sidi-Bel-Abbès a fait les frais d'un proche d'une malade. Selon des sources proches du service, une jeune fille accompagnée par un parent s'était présentée au niveau des UMC pour une épistaxis (hémorragie nasale) importante. Elle a d'après nos sources fait l'objet d'une prise en charge médicale rapide de la part du personnel de garde cette nuit-là et serait repartie.

Un moment plus tard, un de ses proches a fait irruption dans le service dans un état hystérique reprochant au service une mauvaise prise en charge de la malade. Il se serait attaqué au bureau d'accueil, détruisant avec un gourdin le comptoir, le téléphone, la porte, les vitres, causant une grande panique parmi les malades présents à ce moment et le personnel. Les urgentistes ont préféré se replier vers les chambres afin de se soustraire de la furia de celui-ci.

L'agent de police de permanence est intervenu pour tenter de calmer l'agresseur. Les urgences auraient, d'après nos sources, déposé plainte pour tentative d'agression et dégradation de biens publics.

Nos sources ont tenu à dénoncer cette forme de violence au niveau des urgences ou même d'autres services sanitaires de la part de personnes qui accompagnent les malades, mettant en danger la vie du personnel en charge sans oublier les dégâts matériels.

A. M.